



# le quotidien

# rouge

## journal d'action communiste

MERCREDI 15 MAI 1974  
NUMERO 18 - 1Franc  
DIRECTEUR : Daniel Bensaïd

### Portugal

#### GOUVERNEMENT DE COALITION

Le coup d'Etat militaire du 25 avril a jeté bas la plus vieille dictature d'Europe.

Aussitôt, des milliers, des centaines de milliers de consciences ouvrières se sont réveillées. La botte des assassins, la police politique la plus efficace d'Europe a été balayée, dissoute.

Partout des drapeaux rouges, partout des assemblées générales, des manifestations, où soldats et travailleurs avancent coude à coude.

Par ce coup d'Etat, les secteurs dynamiques de la bourgeoisie industrielle portugaise ont voulu sortir de l'impasse sanglante de la guerre coloniale. Réorganiser l'économie portugaise ; préparer son entrée dans le Marché commun ; négocier une solution néo-coloniale en Afrique où les capitaux allemands et français prennent déjà la relève.

Mais, sitôt débarrassées du joug salazariste, les masses veulent rattraper le temps perdu : grèves dans les industries lainières, minières, métallurgiques, automobiles ; occupations d'usines et de maisons vides. Dans les colonies mêmes, les revendications pour les augmentations de salaires aboutissent à d'importants mouvements (dans les chemins de fer au Mozambique).

Surtout, le problème colonial demeure. Les mouvements de libération de Guinée, du Mozambique, d'Angola, ne rendent pas les armes. Le PAIGC, le FRELIMO, le MPLA, ont tous affirmé poursuivre le combat contre les solutions de la junte, pour l'indépendance totale et sans conditions.

Dans une telle situation, il serait possible d'imposer un gouvernement des organisations ouvrières, appuyé et contrôlé par les comités ouvriers et populaires des entreprises et des localités. Le gouvernement qui se prépare est au contraire un gouvernement de coalition entre le PC, le PS, les militaires et de petits partis bourgeois construits à la hâte.

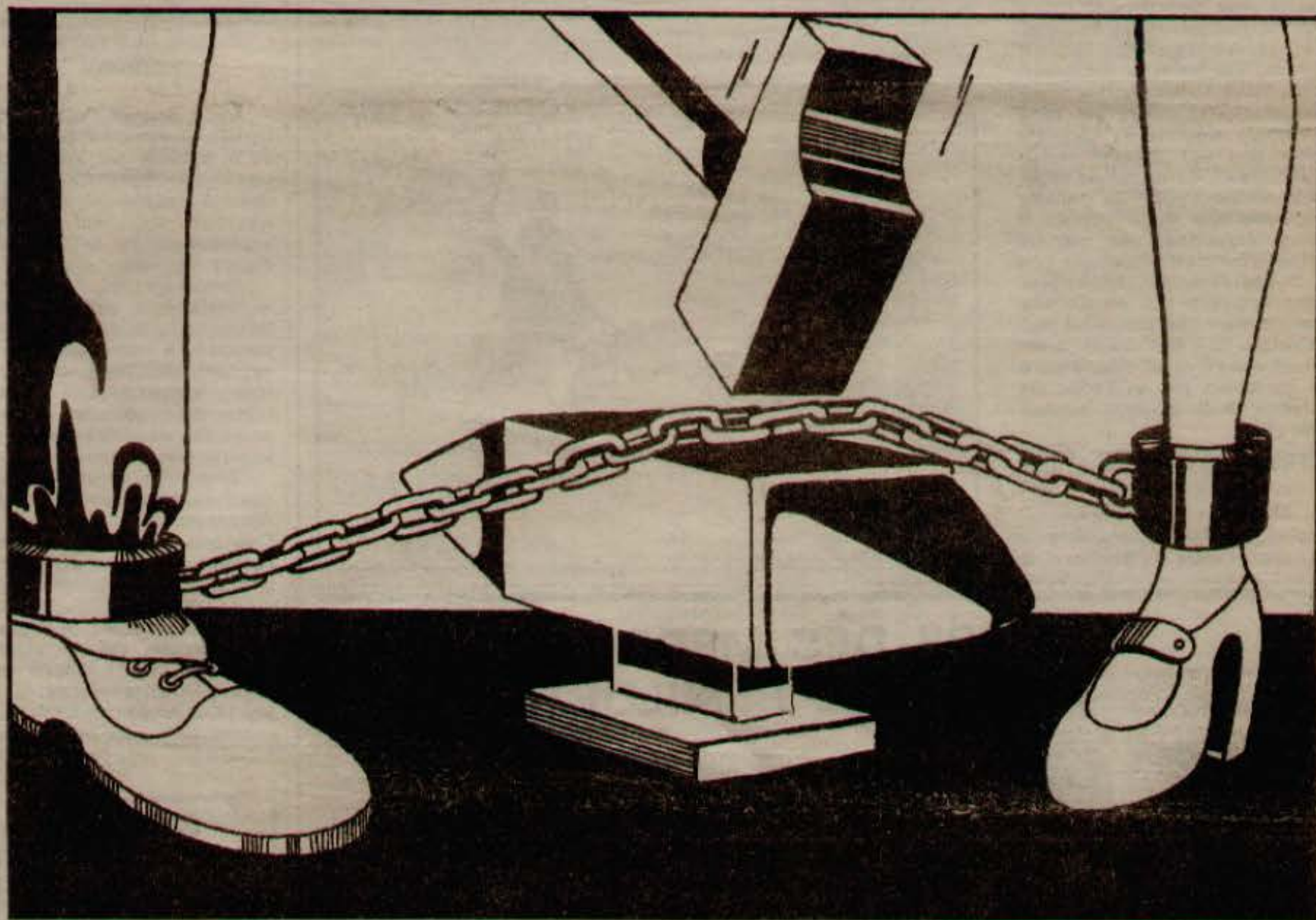
*Il faut multiplier les comités à la base, les comités de contrôle sur la production, les comités de soldats et de marins alliés aux travailleurs ! Il faut exiger le départ des ministres bourgeois et militaires ! Il faut imposer l'indépendance inconditionnelle des colonies.*

Dès à présent, la solidarité internationale avec le prolétariat portugais, à travers toute l'Europe est notre tâche.

### ITALIE: REFERENDUM SUR LE DIVORCE

# VICTOIRE POPULAIRE

## 60 % CONTRE L'OBSCURANTISME CLERICAL



(P. 2) SI GISCARD EST ELU...

(P. 7) DANEMARK: 50.000 TRAVAILLEURS EN GREVE

(P. 8) BILAN DES LIBERTES: UN REQUISITOIRE !



# IL NE GOUVERNERA PAS

● La gauche retrouvera difficilement une situation électorale aussi propice : elle se présente face à une majorité divisée, usée par 16 ans de pouvoir ; elle est portée par une puissante vague de mécontentement populaire et de mobilisation ouvrière. C'est vrai.

Seulement voilà, les partis réformistes, le Parti Communiste et le Parti Socialiste, sont tellement occupés à expliquer comment ils gouverneront dans l'ordre s'ils l'emportent, qu'à aucun moment ils n'envisagent la victoire de Giscard... C'est grave. Car l'issue du scrutin est incertaine, et il serait criminel de laisser les travailleurs gros-Jean-comme-devant le 20 mai, déçus et sans perspectives, si Giscard est élu.

Mais les réformistes ne peuvent pas courir le lièvre électorale et organiser le combat de classe.

C'est à nous, donc, d'envisager toutes les hypothèses, y compris celle de l'élection de Giscard, comme nous avons envisagé samedi avec Krivine celle de l'élection de Mitterrand.

## L'USURPATEUR NE GOUVERNERA PAS !

Si Giscard est élu le 19 mai, il sera mal élu. C'est à dire qu'il le sera avec 51, 52, ou 53 % des suffrages. Avec une petite majorité électorale qui est en réalité une minorité. Une minorité si l'on tient compte des travailleurs immigrés, des jeunes travailleurs, soldats, lycéens, des privés de droits civiques, qui ne votent pas. Une minorité si l'on considère que cette « majorité électorale » représente avant tout une minorité sociale d'exploiteurs, de nantis, de possédants. D'ores et déjà les sondages établissent que 3 ouvriers sur 4 votent Mitterrand, que tous les grands syndicats le soutiennent.

Si Giscard est élu, cela ne peut donc apparaître que comme une élection volée. Une usurpation pure et simple. Et il faut dire dès maintenant que s'il en est ainsi, Giscard ne gouvernera pas, qu'il n'est pas question de le supporter pendant sept ans !

## IMPOSER LES REVENDICATIONS RASSEMBLER LES TRAVAILLEURS !

Les revendications ouvrières qui étaient à l'ordre du jour avant la

mort de Pompidou sont restées en suspens, le temps d'une campagne électorale. Il faudra les faire aboutir. Sans laisser aucun répit à cette nouvelle majorité de la trouille.

La vie chère, qui avait provoqué la vague de luttes ouvrières, touchant des branches et des régions entières, entraînant des secteurs qui n'avaient même pas bougé en 68, s'aggrave encore. On peut s'attendre pour l'année à une hausse des prix de 16 à 17 %. L'augmentation uniforme de 200 F, le salaire minimum à 1500 F, l'échelle mobile des salaires basée sur l'indice des organisations ouvrières, le refus des contrats de collaboration de classe, la défense de l'emploi, seront donc dans tous les cas de figure des objectifs prioritaires. Pour imposer ces revendications, il faudra frapper d'autant plus fort qu'on peut s'attendre, de la part d'un régime ébranlé, à une politique d'autant plus autoritaire qu'elle sera inquiète et crispée ; à une intransigeance patronale déjà manifestée face aux grèves du premier trimestre. Il faudra donc ouvrir une perspective d'ensemble, d'unification des revendications et des luttes, pour obtenir satisfaction et éviter que la déception électorale n'engendre un repli localiste, une désertion de la lutte politique, un émiettement de la classe ouvrière, chacun cherchant à se débrouiller de son côté.

Après le 6 décembre, nous avions avancé, alors que les bureaucrates laissaient sans lendemain

cette initiative, la perspective d'une grève générale reconductible de la fonction publique. Face à un Giscard mal élu, il faudra remettre à l'ordre du jour la perspective d'une grève générale reconductible pour imposer les exigences ouvrières. Et tant mieux si ce régime branlant est balayé par la vague.

## AU-DELA DU 20 MAI

Nous retenons les leçons du passé. Même si Giscard passe, jamais les travailleurs n'auront si massivement rassemblé leurs suffrages. Jamais, pas même en 36, ils n'auront si nettement senti, sur le terrain électorale qui les sous-représente, qu'ils sont une majorité réelle. Et lorsqu'ils ont senti la victoire électorale à portée, lorsque leurs organisations se renforcent, lorsque cette montée n'aboutit pas à une victoire électorale, ils savent d'expérience qu'il faut donner un coup d'épaule. Mai 68 a suivi d'un an la poussée de la gauche aux législatives de 67.

Mais il faudra aussi lutter contre les conséquences de l'échec électorale sur le plan politique. Contre les possibles renversements et élargissements d'alliances. Contre la perspective de coalition avec les débris du gaullisme dans laquelle s'engagent déjà le PC et le PS, pour la constitution d'un front de classe, et pour l'unification syndicale avec droit de tendance.



# L'ORDRE DES MEDECINS CONTRE LE P' MILLIEZ

## LE CONSEIL DE L'ORDRE REGLE SES COMPTES

■ Ces champions de la morale médicale poursuivent le Professeur Milliez, doyen de l'UER Broussens pour « publicité tapageuse » à l'ORTF.

Fins limiers, ils ont su découvrir la petite phrase impardonnable : « Il m'arrive d'en voir chez moi le soir... »

De quoi s'agissait-il ? Devant 30 millions de téléspectateurs à l'occasion d'une émission « Rendez-vous avec », il venait de répondre à la question « Vous n'avez sans doute plus le temps de recevoir des malades ».

Il est clair pour l'Ordre qu'il sollicitait 30 millions de patients possibles et mettait en péril la libre concurrence de la médecine libérale.

Cette parodie de justice parallèle ne trompe personne. Pas Milliez bien sûr : « J'ai l'habitude de ces démonstrations hostiles : l'aide que j'ai apportée aux Palestiniens depuis 1967 avec le Comité d'aide aux pays arabes, mon soutien auprès de JJ.SS à Théodorakis, mes protestations contre l'usage politique de

l'internement psychiatrique en URSS. »

Toutes ses positions lui ont valu des « inimitiés » supplémentaires, sans oublier sa position sur l'avortement lors du procès de Bobigny.

Mais les conseils départementaux eux-mêmes ne sont pas sûrs d'être à la hauteur de telles exigences morales. Seul le conseil des Alpes Maritimes s'est senti suffisamment fort du soutien godillot du Dr Médecin, député maire de Nice, et de la pratique exemplaire de la médecine exercée sur la Côte pour porter l'accusation.

A St-Etienne, le Conseil de l'ordre est beaucoup plus timide : plus de 20 médecins y sont compromis dans une énorme affaire d'escroquerie : ils ont signé des centaines d'actes médicaux qu'ils n'ont pas pratiqués. Le Conseil de l'ordre se tait. C'est le même Conseil de l'ordre qui avait refusé d'inscrire le Dr Lacour, médecin du GLACS de St-Etienne pratiquant l'avortement. Coïncidence ? Le Conseil de l'ordre le réintègre pendant le scandale de l'escroquerie.

Quels tartuffes ! Abolition de l'Ordre des médecins !

# LE CANDIDAT D'ITT

● Giscard est ministre des finances. Mais aussi financier tout court : on sait que, par Anne-Aymone, il est lié à la famille Schneider, que son grand-père, Bardoux, administrait ou dirigeait plusieurs sociétés liées à la banque d'Indochine, que son père, Edmond, administre une vingtaine de sociétés capitalistes liées aux profits coloniaux d'Asie et d'Afrique du Nord et que son frère Olivier administre plusieurs filiales de sociétés américaines (IBM en France) et préside le Comité France-Amérique (Cf. Le Quotidien Rouge, N° 9).

Mais ce n'est pas tout. Giscard et sa compagne sont liés à l'un des principaux trusts américains, la société ITT, 8<sup>e</sup> des grandes compagnies américaines pour ses ventes aux USA, mais première des firmes américaines en Europe. Véritable « Etat souverain » (Cf. l'excellent livre d'Anthony Sampson « ITT l'Etat souverain » édit. A. Moreau). L'International Téléphone and Télégraph C<sup>o</sup> a les mains sales.

## ITT-CIA. DES RAPPORTS ETROITS

Cette société multinationale travaille directement avec la CIA et a multiplié les interventions politiques — jusqu'au soutien direct à des régimes fascistes — partout où les intérêts impérialistes et ses bénéfices étaient menacés.

Fondée en 1920, ITT a soutenu le régime nazi, aidé à l'alimentation des fonds de la Gestapo, et participé à une société construisant des bombardiers pour Hitler. Aujourd'hui son réseau de télécommunications, latino-américain est utilisé par les services de renseignements US.

Ainsi ITT a directement participé au renversement du régime Allende au Chili. « Il faut plonger le Chili dans un véritable chaos économique » déclarait un document secret d'ITT révélé en 72. Le 4 décembre 1972, Allende déclarait, en parlant du trust US : « Je l'accuse, devant la conscience du monde, d'avoir voulu provoquer dans ma patrie une guerre civile qui, pour mon pays, représente la désintégration totale ».

En France, ITT contrôle une trentaine de sociétés et est en position de quasi-monopole dans le secteur vital des télécommunications. Ceci grâce à trois filiales, CGCT, LMT et LCT, qui réalisent plus de deux milliards de chiffre d'affaires annuel, soit 5 % du chiffre total pour ITT.

## GISCARD ET ITT : DES RAPPORTS ETROITS

L'une de ces trois filiales, la CGCT, a été vendue au trust ITT en 1925 par la Thomson-Houston, autre trust US. Or, qui trouvait-on au conseil d'administration de la Thomson-Houston ? la famille Giscard d'Estaing, en la personne d'Edmond, le père de Valéry.

Il y a mieux, en particulier pour comprendre le ralliement à Giscard du « Centre Démocrate » de Lecanuet.

Au cours du conseil politique du mouvement, Pierre Abelin, le bras droit du maire de Rouen, fut le plus ardent avocat du soutien à Giscard. Abelin, ce n'est pas n'importe qui : il est membre du conseil d'administration de la CGCT et administrateur de la LMT, c'est-à-dire à la direction des deux principales filiales du trust. Sans commentaire !

## LE SCANDALE DU TELEPHONE

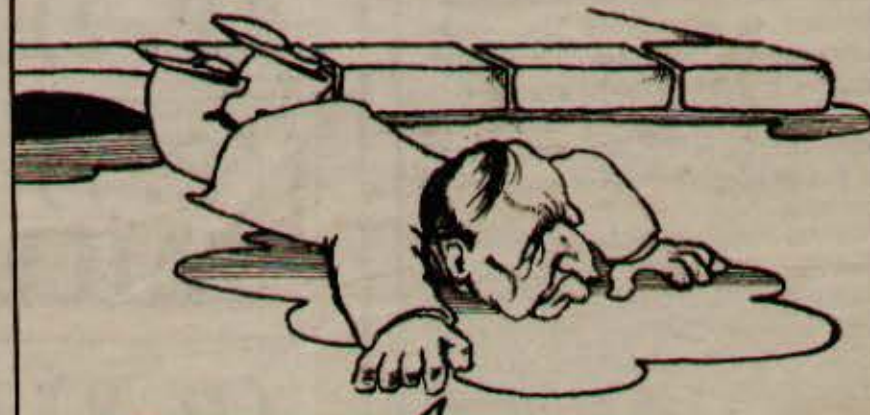
Ces fréquentations de Giscard sont d'autant plus éloquentes que, derrière ses liens avec ITT, se profile l'énorme scandale du téléphone en France. Les documents confidentiels diffusés par le Rassemblement des Usagers du Téléphone ont dévoilé le pot aux roses.

Le scandale, dont le coût est évalué à 2.000 milliards d'anciens francs, soit vingt fois la Vilette, et quatre fois Panama, trouve en ITT sa source : le trust US a vendu, entre autres aux PTT, du matériel périmé avec... 700 % de majoration !

Devant le scandale, Giscard n'a pas jugé bon d'intervenir. Ce n'est pas un hasard !

(d'après Révolution Socialiste, organe du GRS-Antilles)

# Malraux soutient Giscard ON N'A MEME PLUS ENVIE DE RIRE !



J'ETAIS POUTRANT SÛR DE NE POUVOIR TOMBER PLUS BAS !



DISSOLUTION DU CONSEIL DE L'ORDRE DES MEDECINS !



Giscard d'Estaing

# L'OUVERTURE SOCIALE QU'IL NOUS PREPARE

« Je souhaite être un homme de dialogue et d'ouverture et, en particulier, je favoriserai l'entrée dans cette majorité présidentielle des hommes de gauche et notamment des syndicalistes qui refusent, je le sais bien, le programme commun ». Giscard fait dans le social. Mais au fait, qui ça peut être, ces syndicalistes ? La CGT, la CFTC, la FEN soutiennent Mitterrand. La CFTC, on la cherche encore. FO ? son secrétaire général prend les devants, en déclarant à Niort le 12 mai : « Le syndicat FO n'acceptera jamais d'être membre d'un gouvernement quel qu'il soit ». C'est sans doute vrai : on sait que Bergeron préfère aller régulièrement déjeuner à l'Élysée ou à Matignon. C'est aussi efficace et moins compromettant. Des syndicalistes qui refusent le Programme Commun, et le disent

— ils viennent d'adresser une lettre aux candidats non marxistes — il y en a : la CFT. Créée en 1957, avec l'appui de Georges Albertini, ex-chef de cabinet de M. Déal, de Henri Barbé (ex-bras droit de Doriot), de Guy Lemonnier (dit Claude Harmel, ancien officier dans l'armée hitlérienne) de Alfred Delarue (bagnard évadé, pourvoyeur des nazis), elle bénéficie aujourd'hui du soutien de membres de la majorité, tels Alain Griotteray, Jean Charbonnel et Christian Poncelet.

Les membres de la majorité se retrouvent d'ailleurs dans les structures internes de la CFT : c'est un dénommé Perret qui dirige maintenant la CFT de Berliet (après que l'ancien secrétaire, Michaux, a dévoilé publiquement les compromissions de son syndicat avec le patronat). **Perret est le responsable départemental**

des Républicains Indépendants, formation dirigée par un certain Giscard d'Estaing. En très bons termes avec la DST et les RG, la CFT entretient (ou plutôt entretenait !) des liens avec la PIDE Portugaise, les syndicats (!?) marocains et grecs. La CFT a des « sous-traitants », des sociétés chargées de recruter des nervis et d'organiser les coups de main : ITEL, SITER, UNIC.

La CFT, enfin, a un palmarès honorable : enlèvement et viol de deux jeunes femmes en 72 à Issy les Moulineaux. Agressions répétées d'une militante CFDT d'Asnières, Mme Tocque. Attaques systématiques des collecteurs et vendeurs de la CGT aux portes de Citroën. Raid de commando contre les grévistes de Peugeot en avril 73. Etc, etc...

Alors, Giscard, la CFT, tout a fait le physique de l'emploi, non ?

## après la décision de l'UJP

# ELECTIONS PIEGE A CON

La décision de l'UJP (Jeunes Gaullistes « orthodoxes ») de ne pas appeler à voter pour Giscard d'Estaing a une importance politique beaucoup plus grande que la ridicule influence de ce groupuscule.

Elle illustre le très profond malaise qui secoue aujourd'hui les milieux gaullistes, grands perdants des élections : quel que soit celui des deux candidats qui l'emportera dimanche, une chose est sûre : ça en est fini de la main-mise totale et de l'hégémonie de l'UDR sur un appareil d'Etat auquel elle s'était, peu ou prou, identifiée. La douche froide de la débâcle de Chaban a fait éclater le seul facteur d'homogénéité de l'UDR : l'exercice du pouvoir.

Dès lors, les routes ne pouvaient pas diverger : au grand dam « d'orthodoxe », qui se sont finalement ralliés par seule peur d'une victoire de l'Union de la Gauche, comprenant que leurs intérêts de classe priment sur celui de leur clan politique (Sanguinetti, Debré, Jobert, Chaban), l'attitude la plus lucide a incontestablement été celle de Chirac et de sa bande : comprenant la gageure impossible d'un gaullisme sans de Gaulle, sentant confusément le « ras le bol » général contre « l'Etat UDR », Chirac a joué cyniquement — et dès le premier tour — la mort de l'UDR comme parti dominant de la coalition gouvernementale : jouer Giscard, c'était pour lui, admettre qu'il

en était fini du « gaullisme orthodoxe », et tout faire pour diriger l'UDR nouvelle formule.

Cette transformation de l'UDR sera difficile, pour ne pas dire impossible : il ne fut jamais un vrai « parti » et il tenait ses capacités à tenir debout à deux choses : le Général, et l'exercice du pouvoir. L'UDR n'a plus aujourd'hui ni l'un ni l'autre.

C'est ce qui explique l'attitude de l'UJP, qui a pris pour argent comptant ce qu'a dit Chaban quand il s'est mis en réserve de la République. Mais il y a de grandes chances pour que cet « au revoir » soit un véritable adieu.

## le gaullisme 16 ans après — III —

# LES ALGERIENS ARRACHENT LEUR INDEPENDANCE

La IVème République se décomposa dans des guerres coloniales sans espoir, celle d'Indochine de 1946 à 1954, celle d'Algérie qui prit le relais. Mais le gaullisme correspondit aussi et surtout à des nécessités plus profondes. Après la guerre mondiale, des équipes technocratiques, notamment celle du Plan avec Monnet, renouvèrent l'industrie lourde et créèrent quelques industries de pointe. Au bout de quelques années, le développement économique se heurta à des industries de transformation peu concentrées, une distribution parcellisée, une agriculture archaïque. Au plan politique, des lobbies au Parlement (betteraviers, routiers, etc.) paralysaient la machine étatique. Pour surmonter cette situation, le capitalisme français avait besoin d'un Etat « fort » c'est-à-dire d'un exécutif indépendant du Parlement. C'est de ce besoin qu'allait provenir le

gaullisme.

L'armée (entendons la caste militaire) entreprit un coup de force le 13 mai 1958 à Alger, refusant d'obéir à un gouvernement qu'elle soupçonnait de vouloir mener des pourparlers avec le F.L.N. On connaît l'ensemble des « complots » qui assurèrent l'accession de de Gaulle au pouvoir. Guy Mollet fut loin de jouer le dernier rôle. Le PS faillit alors se rebeller contre lui, mais s'inclina ; seule une minorité le quitta qui, ultérieurement, sera partie prenante du PSU. Quant au PCF, au cours de la crise de mai 58, il rendit hommage au Parlement à cette armée qui venait de faire le coup d'Etat, il vota les pleins pouvoirs à Pflimlin, le Président du Conseil qui, au même moment négociait avec de Gaulle, il fit des appels à une défense d'une République devenue indifférente aux masses. De Gaulle arriva au pouvoir

sans aucun programme, mais profita du désarroi des masses pour imposer les mesures proposées par le ministre des Finances, Pinay, qui réduisirent le niveau de vie d'environ 20 %. Il fit rédiger une Constitution à sa mesure et la soumit à un référendum où il obtint 80 % des voix. Le PS avait dit oui à la Constitution. Le PCF qui, seul, avait dit non perdait près d'un million de ses électeurs. Au Comité Central qui suivit, le rapporteur du Bureau Politique, Servin, reconnut ces pertes et déclara que de Gaulle avait eu des voix « dans les milieux ouvriers et souvent dans les milieux les plus malheureux ». Il expliqua que ces électeurs avaient été « humiliés dans leur fierté nationale » et que de Gaulle apparaissait être le garant de « la grandeur et l'indépendance nationale ». On voit donc que Marchais n'innove pas, que le PCF croit pouvoir gagner en s'affublant des couleurs de l'ennemi

## après la parution du livre blanc ORTF



# OUVREZ LES YEUX

La radio-télévision a été l'instrument privilégié du pouvoir gaulliste. En 1958, quand de Gaulle arrive au pouvoir, l'ensemble de la presse écrite lui est hostile. Les godillots n'appartiennent pas à la classe politique bourgeoise traditionnelle. Venus des réseaux de la Résistance, ces parvenus de la politique comprennent l'enjeu que représente l'ORTF. C'est le moyen décisif pour eux d'asseoir le pouvoir bonapartiste du vieux comédien doué qui multiplie les conférences de presse, les causeries au coin du Michel Droit et les interventions plus ou moins dramatiques. Quel moyen de pouvoir que la radio-télévision ! 50 % des Français n'ont pas d'autre moyen d'information quotidien que l'ORTF.

Lundi, les journalistes du SNJ-ORTF, pourtant l'un des plus modérés des syndicats de journalistes, viennent de publier un livre blanc. Pour le régime, il commence déjà à être trop tard. A l'heure de la liquidation de la succession gaulliste, le temps des silences pesants s'achève à l'Office.

La lecture du texte, peu suspect de gauchisme, est riche d'enseignement. Tout y est décrit, le mécanisme des pressions, subtiles ou non des « pas de vagues », « sur la pointe des pieds », « n'ouvrons pas la polémique », « allez-y avec des pinces », « le sujet est explosif » constituant le lot quotidien de la « vie rédactionnelle ». Toutes ces phrases ont été relevées dans les réponses au questionnaire lancé par le SNJ.

Au chapitre des « censures », le document rappelle un certain nombre de cas d'interventions. La situation dans les TOM-DOM est sans doute l'un des sommets de cette politique de pressions. Est-il utile de rappeler que l'émission Face à Face où Krivine avait montré comment les morts votaient dans les TOM-DOM n'a jamais été diffusée dans les dernières colonies de l'impérialisme français.

Le livre blanc du SNJ d'autres cas de

censures typiques : pas un mot en janvier 74 du rapport publié sur l'état des prisons, rien non plus au moment de l'affaire du Canard Enchaîné, sur l'intervention du Comité de Liaison Presse-Police-Justice. Le dérisoire compte-rendu des 100.000 manifestants du Larzac en août 73 soulève une vague de protestations que l'Office lui-même ne pourra pas passer sous silence.

Un exemple parmi tant d'autres : « Juin 73 — grève des marinières dans la région de Thionville. Le canal est bloqué par les péniches. Les CRS sont présents. L'ORTF aussi. Les marinières expliquent leur position lorsque surgit d'une voiture un fonctionnaire des RG qui déclare aux journalistes : « votre patron veut vous parler au téléphone au bistrot de l'Écluse ». C'est vrai et le rédacteur en chef prie le journaliste et l'équipe de reportage de rentrer aussitôt à la station.

« J'ai reçu un coup de fil de la préfecture, ça va chauffer, mieux vaut ne pas être là pour filmer quelques heurts toujours possibles ».

L'ORTF au service des flics. Ceux-ci le lui rendent parfois.

« Le service des relations publiques de l'ORTF, un poste clé, était jusqu'à ces jours déraillés confié à un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, M. Studer qui vient de rejoindre son corps d'origine pour occuper les fonctions de chargé de presse de la Police Nationale ».

Si Giscard passe, on sait à quoi s'en tenir. Ph. Malaud, ex-ministre de l'information (c'est un ministère qui a été créé par le 3<sup>e</sup> Reich et confié au Dr Gubbels...) qui s'est signalé à l'attention des humoristes par ses diatribes enflammées contre les « Soviétiques autogérés de France-Culture », est membre du même parti que Giscard.

Décidément avec Giscard, la démocratie fait un bruit de bottes.

M.R.

de classe.

Contrairement à ce qu'on écrit maintenant, de Gaulle en 1958 ne voulait pas entendre parler d'indépendance pour l'Algérie. Il commença par rassurer l'armée et les pieds-noirs par des propos volontairement équivoques (« Je vous ai compris »). Puis, il proposa aux Algériens, « la paix des braves », c'est-à-dire un désarmement sans contre-partie de sa part. Le 19 septembre 1959, il se prononça en termes toujours vagues pour le droit des Algériens à l'autodétermination. Il tenta un plan bidon pour l'Algérie, des changements dans l'administration de celle-ci, des pourparlers dans la coulisse. Le tout au milieu de tentatives réactionnaires (barricades d'Alger, putsch des généraux, etc.) qui échouèrent. Face à une population algérienne résolue à mener la lutte, il finit par reconnaître l'indépendance de l'Algérie. Du fait que ni le PS, ni le PCF ne menèrent une lutte résolue en faveur des Algériens, c'est de Gaulle qui exploita l'hostilité des masses de France contre les tentatives réactionnaires. Il osa même faire appel aux soldats du contingent contre le putsch des généraux. Le PS ne fit qu'emboîter le pas à de Gaulle. L'opposition véritable à la guerre vint de milieux périphériques (jeunes de l'UNEF, chrétiens progressistes, etc.) d'où sortirent plus tard les oppositions à la

guerre du Vietnam et les nouvelles avant-gardes révolutionnaires. Le PCF qui, en 1954, avait dénoncé le soulèvement algérien comme pouvant provenir de « provocateurs », vota en 1956 les pouvoirs spéciaux au gouvernement Guy Mollet qui les utilisa pour envoyer le contingent en Algérie, refusant de participer aux actions des étudiants et des universitaires en octobre 1960, sous prétexte que le PCF n'était pas une force d'appoint, celui-ci ne reconnut le droit à l'indépendance que lorsque la victoire des Algériens fut en vue. Ainsi, de Gaulle tira tout le profit de l'indépendance de l'Algérie, qu'il accepta contraint et forcé, du fait que les autres s'étaient montrés incapables.

De cette guerre, l'armée française sortit disloquée. Les procès faits à Salan et autres généraux n'améliorèrent pas les rapports entre de Gaulle et l'armée, malgré la force de frappe qu'il lui procura. La réconciliation ne vint qu'en mai 68 quand il se rendit chez Massu, accordant la libération des généraux et l'amnistie.

Une fois l'Algérie devenue indépendante, de Gaulle eut les mains libres pour passer aux autres problèmes qui se posaient à son régime.

Pierre FRANK (à suivre)

# conférence nationale des groupes Taube Rouge

les 1. 2. 3. juin :

contrôle ouvrier en partant des leçons des dernières luttes, de Lip à la grève des banques

• le socialisme et l'autogestion

Confrontations d'expériences, discussions en commissions sur l'activité syndicale, les différentes formes d'organisation du Comité d'action au Comité de grève, la lutte contre la surexploitation des femmes et des immigrés.

Participation de militants ouvriers de plusieurs sections européennes de la 4<sup>ème</sup> Internationale.

La conférence sera préparée par des débats autour du Programme d'action de Rouge et des principaux thèmes de la campagne électorale du F.C.R.



● A l'appel du F.C.R. se tiendra, les 1, 2, et 3 juin, une rencontre nationale des Groupes Taube rouge et des militants ouvriers sympathisants de « Rouge » :

- les échéances économiques et la situation politique en cas de victoire de Giscard ou de Mitterrand
- les tâches des révolutionnaires pour le développement de l'auto-organisation des travailleurs et du

## Belgique

### COMITES DE GREVE DANS LA VERRERIE

● Alors que l'inflation touche la Belgique comme l'ensemble des autres pays capitalistes, que le patronat espère en faire payer la note aux travailleurs, les ouvriers des verreries montrent la voie de la riposte. voici une interview de camarades ouvriers de la LRT de Charleroi, qui seront présents à la conférence des Groupes taube.

Pourrais-tu nous dire ou en est le mouvement ?

Face à une réelle combativité ouvrière, le patronat belge décide de jouer le dur.

Il y a quelques jours, il licenciat un travailleur combattif à Multipane (Charleroi) et cela à la veille des négociations sur le cahier de revendications.

Cette attaque frontale a déclenché la grève avec des piquets aux portes des usines et l'occupation dans les verreries de la région. Des comités de grève ont été élus et se sont coordonnés au niveau régional.

Avant hier, à une réunion où étaient présents 250 travailleurs représentants des comités de grève et les permanents syndicaux (qui ont voix consultative), on a discuté de l'état du mouvement. Les patrons proposaient la réintégration de notre camarade pendant 15 jours et sa mutation sur un autre centre, le refus a été unanime.

Le patronat de Multipane ne veut pas de formation syndicale combattive. si l'on avait cédé, il aurait marqué un point. De plus cela constituerait un précédent et à Gilly ou à Roux, les travailleurs combattifs et actifs pourraient être mutés sur la base de l'affaire présente.

Enfin, si nous obtenons une victoire complète pour la réintégration nous serons plus fort pour défendre notre cahier de revendications.

C'est sur cette base qu'a été décidée la poursuite de la lutte pour la réintégration et ensuite pour le combat revendicatif.

Hier, le patron a cédé sur le premier point et donc nous continuons la lutte pour le cahier.

Le patron nous propose 65 centimes au 1<sup>er</sup> mai plus 25 centimes en

novembre. Nous réclamons 1,25 F en une fois. Mais surtout les 40 H tout de suite alors que l'on nous les promet pour janvier 75 et des améliorations au droit de grève (diminution du préavis). Enfin, des clauses de sauvegarde des salaires en fonction de l'inflation.

Sur ces revendications, un référendum aura lieu aujourd'hui dans toutes les entreprises de verreries du pays. (verre à vitre, glaceries, miroiterie).

Tu as parlé des comités de grève fédérés régionalement, pourrais-tu préciser la manière dont cela s'est fait ?

Les comités de grève ont été constitués de deux manières et progressivement. En effet dans de nombreuses entreprises, c'était une organisation nouvelle. Et là, l'expérience des travailleurs de Gilly (en grève l'an passé) a été pour nous fondamentale.

Soit les comités de grève ont été constitués sur la base de 2 camarades élus par atelier puis présentés et acceptés en assemblée générale.

Soit ils ont été directement élus en A.G. mais en faisant en sorte que tous les secteurs soient représentés : 4 membres de chaque comité de grève sont délégués au comité régional qui siège devant les membres de tous les comités.

Cette structuration démocratique sera un facteur de notre unité et de notre force.

## Communiqué du COMITE REUNIONNAIS DE COORDINATION POUR L'AUTODETERMINATION

■ Dans la nuit du 10 au 11 mai, de retour d'une série de meetings unitaires tenus dans les communes des Avirons, de l'Etang-Salé et de la Rivière Saint-Louis, Paul Verges, secrétaire général du Parti Communiste Réunionnais (PCR) et Christophe Mitterrand, fils du candidat à la présidence de la République, ont fait l'objet d'un attentat.

Il s'agit, semble-t-il, d'un plan concerté visant à semer le trouble dans le pays et à créer un climat favorable à la fraude et à la violence lors du deuxième tour de scrutin dont les observateurs s'accordent à penser qu'il sera largement favorable à François Mitterrand.

Toutes les organisations membres du Comité Réunionnais de Coordination appellent l'ensemble des travailleurs, démocrates et des honnêtes gens du pays à dénoncer ces méthodes fascistes et à considérer les auteurs de l'attentat et ceux qui les inspirent comme les partisans du désordre, accrochés au maintien de leurs privilèges.

En riposte immédiate à l'attentat qui vient d'être perpétré, les organisations signataires ont décidé de décupler l'effort pour mobiliser tous les Réunionnais afin d'amplifier la victoire du 5 mai et d'assurer un très grand succès au candidat commun de la gauche, François Mitterrand.

Signé : Le Parti Socialiste Réunionnais, le PCR, le Groupe Témoignage Chrétien de la Réunion, la CGTR, l'Union des Femmes réunionnaises et le Front de la Jeunesse Autonomiste de la Réunion (FJAR).

## pointes rouges

J.J. S.S. SOUTIENT GISCARD : LES MASQUES TOMBENT !

■ Servan-Schreiber, dont son entourage laissait malicieusement entendre qu'on le « séquestrait » pour qu'il évite les déclarations intempestives durant la campagne, a enfin pris position en faveur de Giscard d'Estaing. Tout en affirmant qu'il aurait préféré arriver à un accord... avec Mitterrand, « parce que les électeurs qu'il représente sont ceux des français qui méritent avant tout les autres que les pouvoirs publics se penchent sur leurs problèmes », le président du Parti Radical en est arrivé « à la conclusion que la voie de la réforme pour les français passe par l'élection de M. Giscard d'Estaing. Il ne s'agit pas d'un pari, mais d'une conviction ».

Quant à nous, il y a longtemps que notre conviction était que, derrière le langage moderniste et (de moins en moins !) de « gôche », Servan Schreiber se rangeait bien du

côté de la bourgeoisie. Qu'il se range aujourd'hui derrière les Marcellin, Soustelle et autres Sergent ne nous étonne pas. C'est somme toute, plus clair.



PAS DE CHEQUE EN BLANC A MITTERRAND !

■ François Mitterrand, pour se dédouaner auprès du marais radical et de la majorité silencieuse, jure la

bouche en fleur : « Le socialisme que nous voulons est celui de Wilson, de Brandt, de Palme... »

Fort bien, M. Mitterrand ! Est-ce à dire que vous réservez aux militants d'extrême-gauche le traitement que vos camarades de la II<sup>ème</sup> Internationale appliquent aux combattants de l'IRA ou du RAF (en Allemagne Fédérale) ? Avez-vous entendu parler, M. Mitterrand, de la torture par l'isolement sensoriel ? Ignorez-vous que la Commission Européenne des Droits de l'Homme, saisie par l'affaire Monika Berberich, a publiquement condamné le gouvernement fédéral allemand et l'a sommé de libérer cette prisonnière soumise à la torture par l'isolement sensoriel ? Savez-vous que cette torture est appliquée en Irlande ? Et dans ce cas quelle intervention avez-vous faite auprès de vos camarades pour qu'ils mettent fin à ces pratiques ? Ou alors, M. Mitterrand, ne seriez-vous que leur actuel ou futur complice ?

Pour un comité d'action contre la torture en Allemagne

## APRES L'ATTAQUE FASCISTE DU 16 MARS A DAUPHINE : CONFERENCE DE PRESSE LE 16 MARS.

■ Le mardi 16 mars, un commando d'extrême-droite composé d'une quarantaine d'individus casqués et armés de barres de fer, faisait irruption à l'intérieur du centre universitaire Dauphine. Ce commando se livrait à des attaques systématiques sur les étudiants et les membres du personnel de la faculté pendant près d'une heure.

A la suite de ces attaques, 5 étudiants furent gravement blessés et durent être hospitalisés d'urgence.

Depuis le 16 mars, une commission d'enquête a été formée et a recueilli de nombreux témoignages d'étudiants, de membres du corps d'enseignement et du personnel, par ailleurs, une plainte a été déposée. La commission d'enquête dispose aujourd'hui d'une série d'informations précises sur la provenance de ce commando, sur les buts de l'organisation qui le dirigeait et sur les raisons de cette attaque.

Afin que soient largement diffusés ces faits qui sont en notre connaissance, elle organise une

CONFERENCE DE PRESSE  
JEUDI 16 MAI à 13 H  
Au centre universitaire PARIS-IX-DAUPHINE

## GOSNAT, ANCIEN MINISTRE PCF : « AU GOUVERNEMENT NOUS AVONS ETE LES INITIATEURS DE LA PARTICIPATION »

■ La série continue. Soucieux de montrer leur utilité au gouvernement et de montrer la convergence de leurs idées avec les thèmes gaullistes, les dirigeants du PCF revendiquent la paternité de la participation et de la concertation.

Hier, c'est Georges Gosnat qui dans « L'Humanité » rappelle son action dans le gouvernement De Gaulle au lendemain de la guerre :

« Grâce aux lois qu'il proposa sur les conventions collectives, les comités d'entreprise et les délégués du personnel, les travailleurs parvinrent, un peu partout, à obtenir une véritable concertation entre les syndicats et le patronat.

Dans les entreprises nationalisées, je peux témoigner que cette concertation avait atteint le niveau supérieur de la coopération continue »

Où sont donc passées les positions de Krasucki et de bien d'autres, quand ils expliquaient que par principe le mouvement syndical ne pouvait que refuser toute participation, toute cogestion, toute concertation et a fortiori toute collaboration, dans le cadre du système capitaliste ?

## soutien à Rouge

IL N'EST JAMAIS TROP TARD POUR SE FAIRE PARDONNER ?



## SOUSCRIPTION

Solde antérieure	82.234,57
Marseille	1947,00
Epinal	100,00
Strasbourg	1200,00
Anonyme Paris	20,00
Anonyme Paris	20,00
G.M. Cauderan(33)	55,00
Paris	700,00
Strasbourg	500,00
Le Puy	40,00
Auxerre	190,00
Sympathisants Yvelynes	719,00
Comité Rouge Sciences de Nice	520,00
R.F. Nantes	600,00
Macon	280,00
Cherbourg	85,20
Paris 17ème	300,00
Employés du Crédit National	420,00
Dif. Paris 15ème	2991,95
M.A. Sète	50,00
M.J.J. Courbevoie	150,00
V.M.J. Pierrelatte(126)	50,00
C.J.C. Pauillac(33)	100,00
C.G. Matourr(71)	50,00
L.P. Vaires sur Marne	100,00
D.M. Paris 14ème	100,00
G.B. Reims	50,00
M.M. St Poi sur mer(59)	50,00
C.M. Chavilles	300,00
S.A. Paris 18ème	100,00
Total	94022,72

## meetings

Mercredi 15  
20 h 30  
181, rue de Charonne  
Paris XIème

Ganges  
Mercredi 15, 21 h

Paris I-II-III-IVèmes  
Jeudi 16  
20 h 30  
Salle de l'Epicerie  
13,rue du Renard  
Paris IIIème

Mèze  
Vendredi 17, 18 h

Jeudi 16 mai  
Meeting-débat à 20 h 30  
Ecole Victor Hugo,  
Avenue Victor Hugo  
Aubervilliers

Frontignan  
Jeudi 16, 18 h

Sète  
Débat PC-PS-FCR  
Maison des jeunes  
Jeudi 16, 21 h

Agde  
Vendredi 17, 18 h

Béziers  
Vendredi 17, 21 h  
Salle du Centro Espagnol

Vendredi 17 mai - Ancienne Mairie d'Audincourt (près de Montbéliard)  
« Les travailleurs immigrés en lutte. Pourquoi »  
avec Djellali Kamel et Courbain, membre du GRS (Antilles)

**SOUSCRIVEZ !**  
**C.C.P. : CHENOT**  
**PARIS 4501/42**

# ETRE IMMIGRE A PEUGEOT

Au pays de Montbéliard, Peugeot est roi... Le lion règne en maître sur les HLM, les foyers, les RAVI, les taudis... Car Peugeot, c'est aussi près de 8000 travailleurs immigrés à Sochaux, principalement algériens, marocains et yougoslaves, venus là sous contrat. Et c'est eux qui ont fait les premiers frais de la crise : à Noël, le contrat de centaines de travailleurs yougoslaves ne fut pas renouvelé.

Nous interviewons ici un camarade immigré qui parle des luttes qui se sont déroulées localement.

**D'abord, parle-nous des conditions de travail et de vie.**

Il faut souligner qu'outre Peugeot, il y a un grand nombre de travailleurs arabes dans le bâtiment et les travaux publics. Au niveau des conditions de travail c'est comme partout les plus pénibles en général : OS à l'usine, terrassiers dans le bâtiment.

A Beaulieu (aux cycles Peugeot), on les trouve par exemple au bâtiment 70, aux tubes de poussée (pendant huit heures et demie il faut trimballer des pièces qui pèsent entre 40 et cinquante kilos). A l'atelier de peinture à Mandeure ou au Stex, ils doivent attendre plus de six mois pour être mis en atelier, et partout c'est les brimades des chefs : « si tu n'es pas content, rentre chez toi ». C'est tout ce qu'on sait leur dire.

Au niveau de ce qui s'appelle l'accueil, en plus des foyers d'entreprises privées, il existe des foyers AMAT (Association pour le mouvement d'aide aux travailleurs). Cette association, d'après ses statuts, devrait aider les travailleurs, mais il faut voir comment : les chambres ? 2m50 sur 3 avec 2 lits en général, et un loyer qui va de 15 à 18 000 AF par lit... et qui vient d'augmenter de 20 F à cause de la hausse du fuel ! Pas de droit de réunion, pas de salle de jeux, des draps et des couvertures de plusieurs années. De plus, un encadrement maison. Par exemple, prenons Fort-Lachaux : c'est un cas spécial dans la région ; dans un premier temps, ce fort était barricadé et il y avait des grillages autour ; mais même cela c'était insuffisant ! Il y avait en plus des gardes chiourmes qui interdisaient à ceux qui n'y habitaient pas d'y entrer, ou même d'accompagner un résident, interdiction de se réunir pour parler de ce qui se passe chez soi par exemple, interdiction de faire venir des militants syndicaux... sauf évidemment la CFT qui, avec le feu vert du patronat, quadrille le foyer : c'est eux qui ont installé les chiourmes.

On pourrait donner bien d'autres exemples.

**Mais malgré cela des luttes ont pu être menées en particulier dans des foyers.**

Oui, en particulier celle du Petit Chinois, en 1972, et qui fut victorieuse. Le foyer devait disparaître, de nombreux camarades immigrés logeaient là, et un certain nombre étaient là en clandestins. L'AMAT avait reloué ceux qui payaient un loyer et ne voulait pas reconnaître les clandestins. Autrement dit, quand il s'agit de les exploiter, on les reconnaît, mais quand il faut les loger, on les trouve clandestins !

Cette lutte, on a réfléchi ensemble avant même de la démarrer et d'inviter d'autres organisations à

publicité

nous soutenir. Nous avons fait trois assemblées générales pour mettre sur pied un comité de travailleurs, qui était le porte-parole de tous, on a décidé de faire appel à toutes les organisations qui voulaient nous soutenir, sans exclusive, et on a fait un tract pour l'opinion. Un soir, le 4 juillet, nous sommes tous descendus à 150, 200, vers la sous-préfecture. Le sous-préfet n'était pas là. Nous sommes donc allés vers la municipalité qui avait acheté le centre et le terrain où étaient logés les travailleurs. Elle avait par ailleurs subventionné la construction d'un nouveau foyer. L'adjoint au maire nous a reçu, et nous lui avons fait part de notre situation. Nous l'avons invité à venir avec nous parler aux dirigeants de l'AMAT. Au Chinois, nous avons rediscuté avec les dirigeants de l'AMAT qui nous ont redit que nous étions des clandestins, et donc qu'ils n'étaient pas tenus de nous reloger. « A vous de vous

tables et chaises, et les autorités ont décidé l'achat d'un autre foyer.

Mais ça n'a pas plu à tout le monde. Le président de l'AMAT a été malade et a voulu se venger des travailleurs. Il a voulu profiter de ce qu'un grand nombre de travailleurs du bâtiment prenaient des congés prolongés dans leur pays, pour, au lendemain des vacances, refuser à certains une chambre alors qu'il y en avait de libres ! Donc, re-belote, nous avons redémarré une nouvelle lutte plus difficile que nous avons totalement gagnée, nous sommes même arrivés à faire libérer des chambres réservées par les automobiles Peugeot.

**Et dans les boîtes ?**

Je vais citer un seul exemple, la grève dans les chantiers Cochery-l'Héritier, en majeure partie composée d'immigrés. Chez Cochery, un chef d'équipe a tapé sur un algérien, dès que les compatriotes l'ont appris ils ont cessé le travail, et on a profité de cela pour réclamer : des augmentations de salaires égales pur tous, des indemnités de déplacement. Et les camarades ont gagné 70 F pour tous, 50 % d'indemnités et des bleus pour



débrouiller, le centre sera détruit le 17 juillet, allez dormir sous les ponts ou dans l'herbe ! » Comme ils ne voulaient rien entendre, nous avons séquestré le dirigeant de l'AMAT et l'adjoint au maire, en leur disant que tant qu'il n'y aurait pas de garantie pour qu'on soit relogés, puisque nous on dormait sur le béton, car ils nous avaient déjà pris les lits, ils n'avaient qu'à partager nos conditions de vie... Au bout d'une demi-heure, l'adjoint au maire nous a garanti qu'il allait faire quelque chose. D'abord on a demandé des lits ; ils nous répondaient « comment voulez-vous, il nous faut du temps ». Pour nous, il n'était pas question de les laisser sortir, et le soir même on a eu des lits et des couvertures de l'armée.

Cette lutte a duré près d'un mois avec trois manifestations. A la fin juillet, l'AMAT a tout réinstallé,

tous...cela au bout du deuxième jour de grève !

Chez l'Héritier, c'était en mars-avril 1974, la direction a cédé après plusieurs semaines 1F20 de l'heure d'augmentation.

**Que penses-tu des propositions de l'Union de la Gauche en ce qui concerne les travailleurs immigrés ?**

D'abord on en a peu entendu parler. Auparavant, le pouvoir avait mis en place la circulaire Fontanet. L'Union de la Gauche nous réserve un statut démocratique, mais cela ne nous va pas, cela ne changera rien à nos conditions de vie et de travail... ce qui est compréhensible tant qu'il y aura une société basée sur le profit. Nous, nous sommes contre tout statut qui fait de nous des travailleurs marginaux.

ils ne respectent pas la trêve



## 442 F PAR MOIS POUR LES VIEUX !

■ Dans une lettre ouverte aux candidats, l'association de défense des personnes âgées déclare notamment :

« Actuellement, sur 7.500.000 retraités ou personnes âgées, plus de deux millions n'ont pour vivre que 5.3000 F par an, soit 442 F par mois, le plus souvent au prix d'enquêtes humiliantes ».

« Les gouvernements successifs ont pu donner l'impression de parer au plus pressé. Mais, par exemple, l'insuffisance des récentes mesures reste manifeste, dans la conjoncture actuelle d'inflation accélérée. En effet, cette inflation, outre qu'elle désoriente les vieillards, touche plus particulièrement certains postes de dépenses incompressibles à cet âge (chauffage et alimentation) ».

## LES ELEVES INFIRMIERES COMMUNIQUENT.

Paris, le 14.05.74

■ Les élèves-infirmières, en grève depuis le 39 avril 74,

— dénoncent la pénurie dans les hôpitaux et refusent de servir de personnel d'appoint.

— exigent une rémunération. La même pour tous, qui leur permette de vivre, au lieu de l'aumône qui leur est faite actuellement.

(ainsi l'A.P. de Paris les lie par 5 ans de contrat aux hôpitaux de Paris, en leur octroyant une indemnité de 350 F par mois, somme prélevée sur le prix de journée payée par les malades et sur la S.S.).

Deux manifestations, le 25 avril et le 8 mai, réunissent chacune 1500 élèves infirmières, une popularisation massive (usines, hôpitaux, gares, marchés) ont permis une information du public sur les réels problèmes de la santé.

Depuis 15 jours, diverses démarches,

— le 6 mai, auprès du ministère des Finances,

— Les 3 et 8 mai, à l'A.P.,

— Le 9 mai au Conseil d'Administration de l'A.P. à l'Hôtel-Dieu,

n'ont eu pour résultat :

— que de vagues promesses d'augmentation de l'indemnité en septembre (les mêmes promesses, l'an dernier se sont soldées par une augmentation de 50 F par mois).

— quant à la formation, l'Administration est impuissante à résoudre nos problèmes.

Il est à noter que jusqu'à ce jour, le gouvernement et l'A.P. se sont refusés à engager toute négociation.

FACE A CE REFUS, NOUS SOMMES DETERMINES A CONTINUER LA LUTTE.

## A LA BNP A REIMS

### REPRESSION PATRONALE APRES 4 SEMAINES DE GREVE

■ Après quatre semaines de grève, où nous avons été nombreux à participer au mouvement, le travail vient de reprendre.

Maintenant la direction à Reims licencie un employé non titulaire et qui a pris une part active à la grève, pour soi-disant des « raisons professionnelles »

Elle ne parle pas de fautes professionnelles dans sa lettre recommandée, car il n'y en a pas. Ce qu'elle veut en réalité, c'est se débarrasser d'un travailleur trop combatif.

C'est un cas de répression manifeste.

A la B.N.P., personne n'est dupe, et ce travailleur n'accepte pas son licenciement, ainsi que d'autres qui ont décidé de former un comité de soutien.

## PTT : LES PETITS PINOCHETS AU TRAVAIL

■ Aux Télécom Paris central, la CGT et la CFDT distribuèrent en salle (2ème brigade), un tract d'appel à voter Mitterrand au second tour. Aussitôt, la CFT intervint auprès du chef pour faire cesser la distribution, celui-ci s'exécute... Mais ce n'est pas tout : le rat de la CFT passe dans les rangs pour déchirer cette « littérature marxiste ». A quand les autodafés de l'Allemagne nazie ? De son côté, la direction laisse entendre qu'elle a « reçu des ordres » pour que ne soit distribué sur les Télécoms aucun tract d'appel à voter Mitterrand. Ainsi, la boucle est bouclée : Giscard candidat et les sbires de la CFT hommes de main et supporters.

## LYON MOBILISATION A L'HOPITAL EDOUARD HERRIOT

■ La direction de l'hôpital vient de décider que pour remédier à l'insuffisance du personnel, les infirmières de bloc et de consultation devront assurer deux astreintes (10 heures de nuit) par semaine, non récupérables sur les 40 heures. Réunies en assemblée générale à plus de 150, les infirmières ont décidé de refuser le chantage à la conscience professionnelle et au dévouement médical. La direction a alors offert 90 F par nuit. Nouveau refus : la mobilisation est à l'ordre du jour pour une embauche massive et le respect des 40 heures en cinq jours.

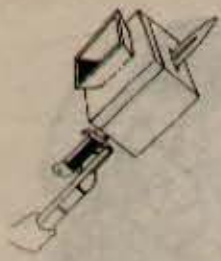
## CAF : LA SAINTE ALLIANCE

■ Tous les deux ans ont lieu à la CAF les élections des délégués au Comité d'Entreprise. La CFTC, qui n'a que bien peu de crédit dans le personnel, a décidé, dans le cadre de ces élections, de s'allier avec le SNI (Syndicat National « Indépendant » affilié à la CFT). La CFTC avait déjà signé des accords sur le dos du personnel en mai 1973, alors que celui-ci était en grève pour défendre ses revendications. On a les amis qu'on mérite.

## REPRISE DU TRAVAIL A DRAGON (ISERE) APRES DEUX MOIS DE GREVE

■ Après 55 jours de lutte, les 136 travailleurs de l'usine Dragon ont décidé à 75 % de reprendre le travail. Le salaire de base passe de 1200 F par mois (hors prime) à 1450 F au 1er juin et 1500 F au 1er juillet. La direction aurait également promis une augmentation des salaires pour l'année 1974 de 17,5 %.

**TEP**  
théâtre national  
du 5 avril au 15 mai  
Milan KLUDERA  
**LES PROPRIETAIRES DES CLÉS.**  
17 rue molle-brun - Paris 20e  
m<sup>gambetta</sup> - tél. 636.7909



### ON A TROUVE LES DESSINS DANS SPIROU...

## ON INNOVE A MARGIVAL

Aujourd'hui, « Libé » publie les résultats de la commission d'enquête sur l'« accident » de Chézy. On trouvera ci-joint, dans la lettre que nous adresse notre correspondant à Margival, la preuve que les responsables de l'hécatombe de Chézy sont prêts à récidiver...

L'encadrement de Margival récidive : le commandant Dorange, les capitaines Genelle et Bouscayrolles ont imaginé de corser encore les exercices commandos qui coûtent régulièrement de graves dommages et parfois la vie des appelés. Ils ont mis au point une piste du risque collective, c'est-à-dire une piste dont les obstacles ne peuvent être franchis qu'en groupe. A Montlouis, centre national d'entraînement commando, existe déjà ce type de réjouissance, mais à Margival, les moniteurs commandos eux-mêmes refusent d'étreindre cette petite merveille !

#### LES JOYAUX DE LA COURONNE

Mieux, Margival va être mieux gardé que les joyaux de la couronne. Des appelés de l'ancienne 4<sup>e</sup> compagnie de combat du 67<sup>e</sup> régiment d'infanterie sont formés comme maîtres chiens à Compiègne chez les gendarmes, pour garder le camp en permanence. A quand les miradors, les projecteurs et sur le fronton du centre, la fière devise : « Arbeit macht Frei » ?

Le prétexte avancé pour justifier la mise en place de ce dispositif est l'explosion d'un engin dans un bâtiment du Génie à 2 kilomètres de Margival. Une explosion due sans doute au mécontentement des paysans qui voient d'un mauvais œil l'extension du camp...

Mieux encore : à la veille du 1<sup>er</sup> mai, la commission d'enquête sur le crime de Chézy s'est rendue à proximité du camp. Confrontées à un ennemi aussi redoutable, les crevures ont mobilisé la 1<sup>re</sup> com-

pagnie de combat du 68 RI...

#### BIDASSES OU GARDES-MOBILES ?

Ce n'est pas la première fois qu'on cherche à utiliser cette compagnie comme « gardienne de l'ordre » : en mars 73, elle avait été mise sur pied de guerre pour intervenir éventuellement contre la manifestation lycéenne anti-Debré. C'est elle aussi qu'on avait déléguée avec les flics pour ramasser les cadavres à Chézy. Il semble clair que le 77<sup>e</sup> RI, régiment de DOT, ait été investi d'une mission spéciale permanente de maintien de l'ordre.

Toujours mieux, pour protéger le CEC de l'intérieur, même contre la hiérarchie militaire, le général Méry, commandant de la 4<sup>e</sup> brigade, serait prochainement remplacé par un général plus chaud partisan des CEC et qui aurait le crédit plus facile...

Quant aux appelés permanents, ils ont droit à un régime spécial à Margival : ils font les frais de l'aménagement du camp : ceux qui ne partent pas en perm (un week-end sur deux) travaillent le week-end entier au défrichage et au désouchage.

L'adjudant Marine, homme de la sécurité militaire, est le maître d'œuvre et le garde-chiourme de ce biribi du dimanche.

Aux soldats du 77<sup>e</sup> RI, nous disons : Refusez de jouer le rôle de flics. Auriez-vous chargé la foule réclamant justice pour l'assassinat de Chézy ? Sous l'uniforme, vous qui étiez travailleurs du Nord et du Pas-de-Calais, restez des travailleurs !

Correspondant



LE STAGE SE TERMINE PAR UN RAPID DE QUATRE JOURS SUR UN SUPER-PARCOURS...



OU ON A ACCUMULE TOUS LES OBSTACLES, LA ON EST DEVENU DE VRAIS SPECIALISTES...



QUI REALISENT LEURS MISSIONS, TOUT EN SAUVEGARANT LES COPAINS...



JE ME CROYAIS FORT, MAIS FACE A SOI-MEME DANS LES COMMANDOS, TOUT EST REMIS EN QUESTION...



ET AVEC CELA TOUS LES EXERCICES DE COMMANDOS QUE L'ON VOIT SOUVENT AU CINE : DESCENTE D'IMMENSES ECHELLES DE CORDES SUSPENDUES DANS LE VIDE... PROGRESSION SUR LE FATE D'UN MUR PRES D'UNE FALAISE A PIC... PASSAGE DE TORRENT SUR UN PONT DE SINGE... LA, ON SE PREND POUR TARZAN ! DU VRAI SPORT !

« Nous préférons propager les revendications contenues dans le Programme commun ».

### LA JC DANS LA LUTTE CONTRE LA REPRESSION MILITAIRE

Il y a quelques temps, les J.C. semblaient re(?)prendre du poil de la bête sur le terrain antimilitariste. Après avoir consacré une large place à la question de l'armée dans quelques numéros « d'Avant-garde », réalisé une action d'éclat à la gare de l'Est et même, semble-t-il, constitué quelques comités de soldats pour la victoire de Mitterrand, les J.C. viennent de montrer quelle idée elles se font de la lutte contre la répression aux armées. Voici la lettre qu'a adressée la JC de Montfermeil au comité de soutien à Christian SUNT, emprisonné à Reims, constitué à Gagny, Montfermeil et Clichy-sous-Bois :

Chers amis et camarades, Le cercle de la Jeunesse Communiste de Montfermeil a décidé lors de sa dernière réunion de ne pas adhérer au comité de soutien provisoire aux soldats Ployaut, Tomacelli, Kerjean, Sunt, Turba et leurs camarades.

Le cercle de la J.C. de Montfermeil considère que le problème de l'armée doit être réglé dans son ensemble et non à partir de cas particuliers. Il y a des dizaines de démocrates actuellement incorporés qui se trouvent en prison parce qu'ils n'ont pas accepté les « règles du jeu ».

Nous sommes d'accord en partie avec les revendications dont l'armée accuse Ployaut et les autres d'en avoir avoir propagé le contenu à travers les comités de soldats. Nous considérons néanmoins que l'arrestation de ces soldats n'est qu'une des une et mille facettes de l'armée - dernier rempart de la société libérale - et que tous ces problèmes ne se résoudreont que par une démocratisation de cette armée.

Nous préférons propager les revendications contenues dans le Programme commun à propos de l'armée et faire dans la jeunesse le travail que ces comités de soldats voulaient faire.

#### QUESTION-CONCOURS : LE GROUPE DE COMBAT EST COMMANDE PAR UN SOUS-OFFICIER. COMBIEN A-T-IL D'HOMMES SOUS SES ORDRES ?

ENVOYEZ VOTRE REponse SUR CARTE POSTALE A : S.I.R.P.A. BUREAU CONCOURS C.S. 14 RUE ST DOMINIQUE 75997 PARIS-ARMÉES AVANT LE 2 MAI 1974. SI VOTRE REponse EST JUSTE, VOUS RECEVREZ EN ONSIE, 3 INSIGNES.



CERTES ON NE NOUS APPREND PAS COMME VOUS, CHER PROF ! A DEVENIR CHAMPION DE JUDO OU DE KARATE MAIS SEULEMENT TOUS LES COUPS MAITRES DE FACON A NE PAS ETRE SURCLASSE PAR UN ENNEMI ARME OU NON...

### A BITCHE COMME A TOULON !

Un de nos camarades Alain RABAUD du contingent 74/04 est actuellement incarcéré en cellule 65 à la prison militaire de Metz par ordre du général commandant la 16<sup>ème</sup> brigade mécanisée pour 60 jours, accusé de « refus d'obéissance à ordre formel ». Il doit passer devant le tribunal militaire sur ordre du général commandant la place de Metz pour « outrage et injures envers le drapeau ».

Alors qu'il effectuait ses classes, Alain a eu une crise de nerfs au cours de laquelle, il a tenu des propos qui n'auraient pas entraîné de suites dans le civil mais que la hiérarchie militaire considère comme injurieux.

C'est en effet pendant les classes que le régime est le plus dur, pas de sorties pendant 4 semaines, brimades, corvées,

pression constante d'un encadrement nostalgique de l'Indochine et de l'Algérie.

Le résultat à Bitche, ce sont à chaque incorporation, crises de nerfs, refus de porter l'uniforme, grève de la faim, tentatives de suicide, tentatives de désertion et désertions réelles.

L'emprisonnement des 4 de Toulon, n'est pas une exception. L'armée emprisonne ceux qui se dressent contre les brimades, le bourrage de crâne, sa volonté de briser notre personnalité ou règlement qui n'offre à l'homme du rang qu'un droit, celui de se taire.

Libérez Alain RABAUD !

Arrêt immédiat des sanctions arbitraires !

Un groupe de soldats du 4<sup>ème</sup> R.C. de Bitche



ET ATTENTION ! LE COURAGE NE SUFFIT PAS ! IL FAUT SAVOIR L'UTILISER, ET CA ON NOUS L'APPREND !

### EN SOUTIEN AVEC LES LUTTES DE LIBERATION D'AFRIQUE.

Pour répondre aux nécessités de soutien aux luttes de libérations des colonies portugaises, Namibie, Afrique du Sud, un comité s'est créé à Bordeaux. Une plate-forme large, anti-colonialiste, et refusant toute solution néo-coloniale a été adoptée. Soutenu par les organisations qui le désirent, l'adhésion se fait individuellement. Pour développer l'information sur ces problèmes le comité organise une réunion :

Lundi 20 mai  
20 h 30  
Village 5  
Bât A.B.

### DECLARATION DU COMITE DES JURISTES FRANCAIS POUR LE CHILI

Le lundi 13 mai, une délégation du Comité des Juristes Français pour le Chili a déposé auprès du représentant de la junte en France, une motion dont voici quelques extraits. Le Comité des Juristes Français pour le Chili a été créé à l'initiative des organisations suivantes : Association Française

des Juristes Démocrates, Juristes Catholiques, Mouvement d'Action Judiciaire, Syndicat des Avocats de France, Syndicat de la Magistrature.

Les récentes condamnations à mort de deux responsables du Parti Socialiste par le Conseil de Guerre de Valdivia, la condamnation aux travaux forcés à perpétuité de cinq militants de ce parti par le Conseil de Guerre de San Francisco, les procès en cours contre des officiers et des soldats dont la seule faute consiste à avoir été fidèles au gouvernement légal du pays, le maintien en détention dans le bagne de l'île Dawson des principaux dirigeants de l'Unité Populaire qui doivent bientôt être déferés en cour martiale, montrent que, sept mois après le coup de force par lequel elle s'est installée au pouvoir, la Junte continue à exercer une répression brutale contre le peuple chilien, portant atteinte aux libertés publiques et aux droits de l'homme les plus fondamentaux. (...)

Le Comité des Juristes Français pour le Chili réclame instamment à la Junte :

- le rétablissement de toutes les libertés démocratiques,
- la libération immédiate de tous les détenus politiques,

— l'arrêt des poursuites engagées et des procès en cours,

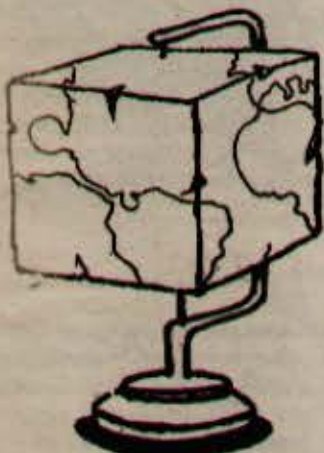
— l'annulation des verdicts prononcés par les tribunaux militaires après des procès menés dans des conditions d'irrégularité totale et au mépris des garanties les plus élémentaires de la défense.

Il lance un appel à l'opinion publique pour qu'elle manifeste sa réprobation contre une situation dramatique qui ne peut la laisser indifférente.

### L'UNION GENERALE DES TRAVAILLEURS REUNIONNAIS SOUTIEN M. MITTERRAND

PARIS, 13 mai (AFP)

L'Union générale des travailleurs réunionnais en France (UGTRF), dans un communiqué en faveur de M. François Mitterrand, invite tous les travailleurs réunionnais émigrés en France à voter le dimanche 19 mai pour M. Mitterrand et leur recommande d'aller accomplir leur devoir d'électeur. « S'abstenir, c'est renforcer les chances du candidat du colonialisme, du candidat qui méprise notre peuple et les travailleurs réunionnais : Valéry Giscard d'Estaing ».



aux quatre coins

# 50.000 TRAVAILLEURS EN GREVE

Plusieurs dizaines de milliers de travailleurs se sont mis en grève lundi pour protester contre le projet gouvernemental visant à augmenter certains impôts indirects sur des produits tels que : automobiles, frigidaires, machines à laver et autres appareils ménagers, ainsi que sur le tabac, la bière, les vins et les spiritueux. Plus de 40.000 personnes ont participé lundi après-midi à une manifestation devant le Parlement de Copenhague, au cours de laquelle de nombreux orateurs ont demandé la démission du gouvernement (« libéral » de droite) de M. Poul Hartling. Des dirigeants des partis communiste et socialiste participaient au meeting.

Le projet de loi du gouvernement minoritaire de M. Hartling — au pouvoir depuis le 19 décembre — s'inscrit dans le cadre des mesures adoptées par certains pays, membres de la CEE, pour freiner l'importation et réduire le déficit de la balance des paiements : franc flottant en France, dépôt préalable d'une somme égale à la moitié de la valeur totale pour les produits importés en Italie.

Au sein même de la bourgeoisie danoise, ce projet se heurte à une double opposition. D'une part, celle des dirigeants d'entreprises, notamment d'appareils ménagers et d'automobiles qui redoutent que l'imposition d'une taxe n'entraîne une réduction de la consommation, et par conséquent, une augmentation du chômage. D'autre part, celle des sociaux démocrates qui craignent la réaction du milieu ouvrier (les travailleurs se sont mis en grève contre l'avis de Thomas Nielsen, dirigeant de l'organisation nationale des syndicats ouvriers) et redoutent en outre que le gouvernement cherche, par la suite, à réduire ses dépenses dans le domaine social. Après trois jours de négociations portant notamment des garanties exigées par les sociaux démocrates à propos des dépenses sociales et sur un vaste projet de réforme en matière de logement, le leader de la formation social-démocrate a déclaré qu'il ne soutiendrait pas le projet s'il n'obtenait pas des concessions plus importantes.

Les travailleurs ne doivent pas faire les frais de la gabegie capitaliste.

## Moscou

### CHRONIQUE DES EVENEMENTS

Une des publications les plus importantes du Samizdat, La Chronique des Evénements, circule de nouveau à Moscou, après deux années d'interruption. Trois numéros sont déjà parus, donnant des informations sur les arrestations, les internements en hôpitaux psychiatriques, et les autres mesures de répression tant en Russie même que dans les républiques nationales.

La Chronique, publiée tous les mois depuis 1967, avait joué un rôle important dans le développement de l'opposition démocratique au cours des années 60 : dénonçant systématiquement toutes les violations de la « légalité socialiste » par la bureaucratie, elle reflétait la tactique semi-légaliste adoptée par l'opposition : par des actions à caractère public — lettres ouvertes, pétitions, appels à l'opinion soviétique et internationale, et même des manifestations (comme celle de la Place Rouge en août 1968 après l'intervention en Tchécoslovaquie), il s'agissait de

faire pression sur la bureaucratie et d'exiger qu'elle respecte sa propre légalité. La Chronique jouait aussi un rôle important comme lieu de discussion entre les différents groupes de l'opposition.

A partir de 1969, la bureaucratie est passée à une politique systématique de répression contre toute forme d'opposition. En multipliant les arrestations, les perquisitions, en expulsant les oppositionnels trop connus pour être directement réprimés, le KGB avait réussi à porter des coups très sévères à l'opposition. Après l'arrestation de lakir et la campagne d'intimidation et d'intoxication qui l'avait entourée, la Chronique des Evénements avait disparu.

Sa réapparition aujourd'hui à Moscou, si elle ne signifie pas directement un renouveau de l'opposition, témoigne du fait qu'aujourd'hui encore, la bureaucratie ne peut espérer mener impunément sa politique de répression.

#### ATTENTAT A PHNOM-PENH

■ Deux motocyclistes ont lancé lundi après-midi une charge de plastic devant la Banque Nationale du Cambodge, en plein centre de Phnom Penh. Dimanche un colis piégé avait été découvert à l'aéroport civil de la capitale. Le Ministre de la Défense de Lon Nol a annoncé le renforcement des mesures de sécurité et l'application rigoureuse de la loi martiale en prévision des manifestations enseignantes de cette semaine. Au sud du pays les forces du FUNK sont aux abords immédiats de l'aéroport de Sihanoukville (Kompong Som) et à 5 km de cet unique port en eau profonde du Cambodge.

#### ALI BHUTTO A PEKIN

■ Dans le cadre des relations sino-pakistanaïses, Ali Bhutto s'est rendu en Chine. Il y a affirmé la perspective de reprendre les relations diplomatiques avec l'Inde et le Bangla-Desh. On se souvient de l'aide accordée par la Chine et les USA au régime colonial de YAYA KHAN lors de la guerre de 1971. Au cours de cette visite on a vu réapparaître

en public Chou-en-Lai qui souffrirait actuellement d'une tension artérielle trop élevée.

#### LETTE DU CANADA

■ A l'occasion de la mobilisation ouvrière du 1er mai, les comités étudiants Québec-Chili de Montréal ont occupé le consulat chilien pour dénoncer la répression militaire et la complicité du gouvernement canadien (aide économique à la Junte, conseiller en relations du travail...) et surtout pour démontrer que les multi-nationalistes qui ont fomenté le coup d'Etat au Chili sont les mêmes qui exploitent quotidiennement les travailleurs québécois.

L'encerclement du consulat par la police, l'emprisonnement des manifestants, l'accusation de « méfait public » porté contre eux, déclencha un important mouvement de solidarité parmi les centrales syndicales et la gauche québécoises ainsi que dans les comités Chili à travers le Canada et les Etats-Unis. Les manifestants passeront en Cour le 13 juin.

Ce sera l'occasion pour les comités étudiants de faire le procès de la junte et de ses complices au Canada.

Correspondant à Montréal



# VICTOIRE DU NON

60 % de NON. Une victoire nette, sans bavures contre tout l'obscurantisme clérical, contre la coalition de la Démocratie Chrétienne et des fascistes. L'opération réactionnaire a échoué. Ce sont maintenant d'autres batailles qui s'annoncent.

Les résultats ont été accueillis dans les quartiers populaires avec un enthousiasme extraordinaire : Dans la plupart des villes italiennes, d'énormes cortèges ont défilé dans les rues centrales. Une ambiance de fête : une combativité énorme ; plus de 20.000 manifestants à Rome et à Turin. A Milan, la tête du cortège a attaqué et brûlé à coups de cocktails molotov le local central du syndicat fasciste CISNAL. A Pérouse, le local du MSI a été littéralement assiégé et couvert d'une pluie de pavés.

### UNE VICTOIRE RETENTISSANTE

L'avalanche des votes NON à l'abrogation de la loi sur le divorce a fait capoter le projet politique que caressaient les défenseurs du OUI : la polarisation d'un courant favorable à la marche vers l'Etat fort. La crise de la bourgeoisie italienne s'approfondit : il sera impossible de maintenir en place un gouvernement dont la composante essentielle, la Démocratie Chrétienne, a été si lourdement défaite.

Quelles suites aura ce référendum ? Un dessin, publié en couverture de *Bandiera Rossa*, le journal de la section italienne de la IV<sup>e</sup> Internationale, en donne une idée : on y voit un fasciste et un bigot écrasés sous une rouge avalanche de votes NON ; mais à l'horizon, se profile déjà clairement le chômage et l'inflation. C'est à ces problèmes que devra s'attaquer maintenant la classe ouvrière.



### APRES LE REFERENDUM : PAS DE PAIX SOCIALE POSSIBLE

Ce n'est pas la victoire du divorce elle-même qui est en soi étonnante, c'est l'importance du nombre des votes NON : les travailleurs italiens ont conscience d'avoir porté un coup très dur au principal parti politique de la bourgeoisie. Il ne sera pas facile maintenant de venir leur prêcher l'austérité au nom des « nécessités nationales ».

La paix sociale est moins à l'ordre du jour que jamais en Italie. La situation au contraire s'accélère. Et la défaite de la Démocratie Chrétienne et des fascistes au référendum est le couronnement de la dure résistance aux attaques portées contre le pouvoir d'achat, l'emploi, les libertés élémentaires.

La classe ouvrière est donc consciente de sa force. Le PCI, lui, va

essayer de mettre à profit la situation pour canaliser le mouvement en relançant la perspective de « compromis historique ». Mais cela l'obligera à une gymnastique pleine de contradictions : d'un côté modérer les luttes sociales pour ne pas effrayer la bourgeoisie ; de l'autre les utiliser un minimum pour ne pas se couper de la base et faire peser la mobilisation ouvrière dans la balance, quand, le moment venu, il s'agira d'entamer des pourparlers avec des ailes soi-disant « démocratiques » de la bourgeoisie.

Ces contradictions faciliteront l'émergence d'un pôle alternatif dans les luttes : aux militants révolutionnaires italiens de développer l'auto-organisation en impulsant toutes les formes de comités de grève et de comités d'action ; à eux d'organiser l'autodéfense contre les bandes armées du capital.

E.P.

## TOM-DOM

### UN PAS EN AVANT, DEUX PAS EN ARRIERE

Le Programme Commun disait nettement (page 183), au chapitre TOM-DOM : « le gouvernement reconnaîtra le droit à l'autodétermination des peuples des TOM-DOM ». Le paragraphe se concluait par une phrase sans ambiguïté : il faut « permettre à ces peuples de gérer leurs propres affaires ».

Aujourd'hui, le mauvais vent électoral souffle. Demi-mesures, reculs, déclarations rassurantes à droite comme à gauche se

multiplient. C'est la course au bulletin de vote. Et les promesses s'envolent.

Le 10 mai, dans une déclaration commune du PCF, du PS et des Radicaux de gauche, on déclare toujours qu'il appartiendra « aux populations concernées, si elles le désirent, de se prononcer sur un changement de statut ». Mais derrière l'affirmation selon laquelle il faut « mettre un terme à la propagande mensongère de la majorité à ce sujet : une élection présidentielle n'a pas pour objet de définir un nouveau statut pour les départements français », se dessine le refus de prendre nettement position sur le droit des peuples colonisés à l'autodétermination, c'est-à-

dire à la séparation totale d'avec la France. Defferre ne le prouve-t-il pas, en déclarant le 23 avril à la Martinique : « la France n'abandonnera pas les populations des DOM ».

Les directions de l'Union de la Gauche veulent se concilier les voix des départementalistes, partisans du maintien du statut actuel, comme des autres, partisans d'un changement de statut. A ce petit jeu, on jette à la mer l'aspiration des peuples des DOM à en finir avec l'oppression coloniale française.

J.K.

### ENLEVEMENT SUAREZ NOUVEAU MESSAGE DES RAVISSEURS DU BANQUIER

■ Le mouvement anarcho-syndical dit « groupes d'action révolutionnaire internationaliste » qui revendique l'enlèvement le vendredi 3 mai à Paris du banquier espagnol Angle Balthazar Suarez, apporte dans une lettre datée de Lyon et adressée à l'Agence France Presse, de nouvelles indications quant aux mobiles qui l'ont fait agir.

« M. Angel Suarez, directeur de la Banque de Bilbao, écrit le GARI, que l'on pourrait présenter comme une victime innocente, est en vérité l'un des représentants conscients et actifs du gouvernement espagnol.

« Si dénoncer le régime fasciste espagnol, estime d'autre part le GARI, suffit pour certains à se prétendre de gauche, nous savons, quant à nous, que les protestations, les déclarations ainsi que les manifestations humanitaires des démocrates de gauche, et des « gauchistes », en tout genre, ont fait une fois de plus, dans le cas de Salvador Puig Antich (le jeune anarchiste espagnol exécuté à Barcelone), la preuve de leur parfaite inefficacité ».



aux quatre coins



Des policiers, des avocats, des juges :

## « Des praticiens doivent faire un bilan des libertés. Ce bilan ne peut être qu'un réquisitoire »

Le Syndicat de la Magistrature, le Mouvement d'action judiciaire et la fédération CFDT-Police ont tenu hier une conférence de presse commune sur le thème des libertés. En introduction, ces trois organisations ont indiqué que « C'est sur les critères des libertés, leur application, qu'on peut porter un jugement sur la démocratie » et précisé le sens de leur action : « Il est nécessaire que des praticiens fassent un bilan. Nous sommes conscients que ce bilan ne peut être qu'un réquisitoire. »

Premier intervenant, Louis TROHEL, pour la CFDT-Police. Après une remarque préliminaire sur le rôle des policiers, qui « ne sont que les exécutants d'ordres, d'orientations et de directives à l'élaboration desquels ils n'ont jamais participé », le syndicaliste a dressé la liste des atteintes aux libertés : écoutes téléphoniques, qui se sont développées et modernisées depuis 68, échappant à tout contrôle, toute garantie pour les citoyens et permettraient sous peu d'espionner 10, 20, 50.000 personnes. Un fichage des citoyens, qui « devient de plus en plus dangereux, car il passe du stade artisanal à celui de l'exploitation systématique ». Des menaces contre les libertés syndicales (affaire J.L. Breton). Louis Trohel a également dénoncé le rôle des polices parallèles, donnant deux exemples : le voyage de Messmer à Rennes il y a un an, solidement encadré par des barbouzes venues de Paris, les facilités qu'ont les membres du SAC pour se procurer des ports d'armes. En conclusion, le militant de la CFDT a remis en cause le rôle que le pouvoir veut faire jouer aux policiers, celui de « contre-manifestants systématiques, de boucs émissaires d'une situation dont ils ne sont pas responsables », il a particulièrement dénoncé la façon dont sont aujourd'hui recrutés les policiers, suivant des critères politiques très souvent et dont ils sont formés. Ainsi, un enquêteur est formé en cinq semaines ; au bout de ce délai, il aura une médaille et un pistolet.

Henri LECLERC est ensuite intervenu pour le mouvement d'action judiciaire (MAJ), organisation d'avocats. Il a rappelé que, créé en 1968, le MAJ a toujours situé

son action sur plusieurs plans. La défense des militants politiques victimes de la répression. La défense de l'ensemble de la population face à la justice. La défense des travailleurs immigrés, victimes de la surexploitation et des expulsions arbitraires. La défense des travailleurs, « victimes de la répression quotidienne, violente et directe de l'organisation capitaliste du travail ». La défense, enfin, des soldats en lutte contre la hiérarchie militaire. Leclerc a dénoncé la gravité de la situation actuelle : « La législation actuelle est déjà répressive. Quand cela ne suffit plus, on développe des pratiques illégales. Et quand ça ne suffit toujours pas, on utilise la violence ». Des exemples à l'appui : la loi de 1936 sur les milices fascistes, détournée pour dissoudre à plusieurs reprises depuis 68 des organisations révolutionnaires ; la loi de 1963 rendant passibles de la Cour de sûreté de l'Etat les dirigeants d'organisations dissoutes ; le développement des vérifications d'identité avec arrestation, qui permet de mettre la population en fiches, les atteintes à la liberté de la presse, qui permettent un arbitraire total du Ministre de l'Intérieur ; la mascarade qu'est la loi du 17 juillet 70 qui se contente d'appeler « provisoire » l'ancienne détention « préventive », mais permet par contre la création du contrôle judiciaire ; le développement des suicides dans les prisons, conséquence de l'aggravation de la répression. Pour conclure, Leclerc a souligné « l'impossibilité pour les citoyens de se servir de la justice, une justice de caste, dont la langue, les rites, le coût, ne servent que les riches ».

Au nom du Syndicat de la Magistrature, Jean Pierre Michel, a rappelé que « depuis six ans des juges parlent, malgré les attaques et les embûches placés sur leur chemin, et continueront à parler après le 19 mai ». Il a fondamentalement insisté sur un point : « Dans ce pays, les juges ne sont pas libres », et donné les exemples. Atteintes répétées à la formation des magistrats : le pouvoir veut supprimer tout cadre de réflexion collective, former des « magistrats opérationnels ». Pour y parvenir, il tente une réforme de l'Ecole Supérieure de la Magistra-

ture. Développement des procédures administratives entravant un fonctionnement de la justice qui ne serait pas conforme aux vues du gouvernement : dessaisissements de dossiers, déplacements de magistrats, disparition des réquisitoires de certains dossiers. J.P. Michel a d'autre part, dénoncé le développement de lois dangereuses : anticasseurs, anto-droge (qui donne un « véritable pouvoir de qualification des infractions à la police »), la confiscation et le détournement de la justice au profit d'une minorité de nantis, l'industrialisation, à l'aide des fichiers, de la répression. Il a enfin déclaré : « Ce n'est pas à nous de conclure. Nous avons tenté de fournir à la population les données du problème. Le danger n'est pas forcément du côté où on le situe, le risque du côté où on veut bien le mettre ».

Serge Livrozet, animateur du Comité d'Action des Prisonniers présent dans la salle, a dénoncé les assassinats commis dans les prisons et les commissariats (P. Mirval à Fleury, V. Recco à Marseille), et a demandé au représentant de la CFDT police : « Quelle est votre attitude face à ces assassinats ? ». Pour Louis Trohel, « toutes ces bavures sont inadmissibles. Elles sont le fait d'une minorité protégée, jamais sanctionnée », et Trohel de préciser que la CFDT police ne reçoit jamais de réponse aux demandes d'enquête qu'elle fait lorsque se produisent ces bavures.

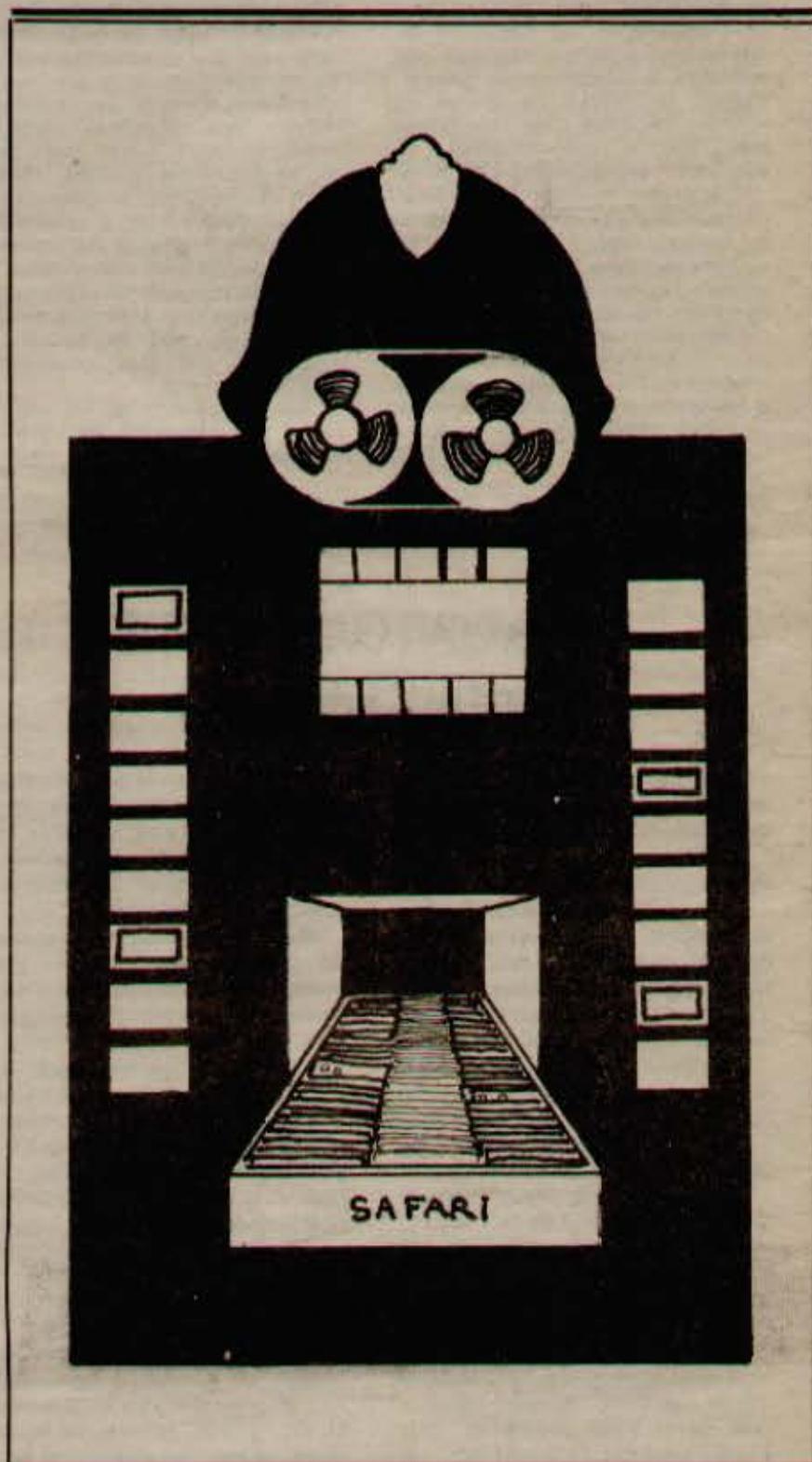
A une question posée par le représentant de Rouge, sur les garanties que les organisations présentes se donneraient pour empêcher le pouvoir actuel de comploter en cas de victoire de Mitterrand, J.P. Michel a répondu que le rôle de son syndicat serait alors « de dévoiler publiquement toutes les manœuvres, toutes les provocations, susceptibles d'entraîner des troubles ». Pour la CFDT police, il s'agira de « faire respecter les libertés de toute façon après le 19 mai, qu'il s'agisse d'un régime de droite ou d'un régime de gauche ». Leclerc a précisé que dans une telle situation, le rôle du MAJ ne serait pas d'organiser une éventuelle riposte, mais « de favoriser, d'aider à développer une prise de conscience ».

## Communiqué de la fédération autonome des syndicats de police

La Fédération autonome des syndicats de police (dont le secrétaire est G. Monatte) vient de prendre position à l'occasion des présidentielles. La Fédération déclare qu'elle a, au niveau le plus élevé, le souci de la légalité républicaine et qu'elle respectera sans exclusive la volonté du peuple exprimée par le suffrage universel et rappelle son opposition à « L'utilisation non appropriée des personnels de police et l'existence de polices

parallèles ». En conclusion, la Fédération précise que « tout en marquant sa neutralité professionnelle pendant la campagne électorale », elle « ne renonce pas pour autant à défendre ses revendications et ses conceptions du rôle de la police, qu'elle maintiendra au lendemain des élections

avec la plus extrême vigueur tant que le gouvernement en place ne les aura pas admises et réglées. »



encore  
chaud



### CONSEIL DE GUERRE MARDI A SANTIAGO

■ Vingt huit accusés parmi lesquels un Français né au Chili, M. Victor Romeo de la Fuente, comparaitront devant un conseil de guerre qui s'ouvre mardi à Santiago. Les peines requises par l'accusation vont, selon l'un des avocats de la défense, de quelques jours à 18 ans de prison.

La plupart des accusés appartiennent au MIR. Les faits qui leur sont reprochés vont du transport d'explosifs à « l'agression contre les forces armées ».

Un grand nombre de ces « délits » auraient été commis le jour même ou dans les heures suivant le soulèvement militaire qui a entraîné la chute du gouvernement d'Unité populaire, le 11 septembre dernier.

### SOUTIEN DOUTEUX

■ Le colonel Passy a décidé de voter pour F. Mitterrand en estimant que l'élection de M. Giscard d'Estaing à la présidence de la république constituerait un grave danger pour la France.

Voilà donc un point de marqué par l'Union de la Gauche dans le grand safari des voix gaullistes. Le capitaine Dewavrin, dit Passy, est le responsable des services secrets gaullistes depuis 1940.

C'est lui qui bâtit de toutes pièces avec quelques anciens cagoulaards le BCRA et la DGER puis le SDECE à la Libération. Certaines rumeurs londonniennes de l'époque en font d'ailleurs un membre de la Cagoule, l'organisation terroriste d'extrême-droite née sous le Front Populaire. Longtemps, il lui sera reproché d'avoir mis de côté à Londres plus d'un milliard et demi de francs en dehors de tout contrôle. Cet administrateur de société ne joua pas un rôle mineur dans la formation du RPF et le développement de son influence dans l'appareil d'Etat où il gardait de solides amitiés. Administrateur de société, il fut aussi ingénieur conseil de la Banque Worms.

### PROTESTATION CONTRE UN APPEL DU SERVICE D'INFORMATION DES ARMEES

■ M. Georges Fillioud, porte-parole de F. Mitterrand a élevé aujourd'hui devant la presse une protestation contre l'envoi par le service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA) d'un message à toutes les bases militaires appelant leur attention sur un récent voyage de M. Robert Galley aux Antilles, au cours duquel le ministre des armées a apporté son soutien à M. Valéry Giscard d'Estaing.

M. Fillioud a estimé qu'il s'agissait là « d'un grave manquement aux règles et d'une utilisation abusive des fonctions ministérielles ».

M. Robert Badinter, représentant M. François Mitterrand à la commission nationale de contrôle, va saisir de cette affaire M. Alain Poher, président de la République par intérim, ainsi que le conseil constitutionnel.

### AGRESSION CONTRE DES COLLEURS D'AFFICHES FAVORABLES A M. MITTERRAND

VERNEUIL-SUR-SEINE, 14 MAI (AFP)

■ Peu avant une heure du matin, à Verneuil-sur-Seine, une dizaine de jeunes gens à bord de quatre automobiles collaient des affiches pour M. François Mitterrand. Des inconnus à bord de trois estafettes et d'une voiture particulière, ont attaqué, à proximité de la gare de Verneuil, les colleurs d'affiches. Ces derniers ont réussi à se disperser, certains se sont réfugiés provisoirement à la Mairie, d'autres dans la gare.

Selon un témoin, quatre coups de feu auraient été tirés et les policiers ont découvert deux des voitures des colleurs d'affiches du candidat de la gauche sérieusement endommagées.

le quotidien  
ROUGE

10, impasse Guéméné  
PARIS 7504  
272-88-96 272-68-82

L'AVENIR GRAPHIQUE

Le directeur de publication :  
Daniel Bensaid